

Participation des parties prenantes

La politique de la réglementation vise essentiellement à ce que la réglementation soit élaborée et mise en œuvre conformément à l'intérêt général, ce qui n'est possible qu'avec le concours de ceux qui sont concernés, à savoir notamment les particuliers, les entreprises, la société civile et les organismes du secteur public. La Recommandation de 2012 de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires invite les pouvoirs publics à procéder « en faisant participer activement toutes les parties prenantes au cycle d'élaboration de la réglementation et en organisant le processus de consultation de façon à optimiser la qualité et la pertinence des informations obtenues » (OCDE, à paraître). Les pays membres de l'OCDE sont conscients qu'il est important d'écouter l'avis des usagers, lesquels doivent participer au processus de conception des textes. De plus, on s'accorde à considérer l'association des parties prenantes comme un aspect crucial de la transparence de l'action publique.

La majeure partie des pays membres de l'OCDE exigent que les parties prenantes soient associées à l'élaboration des textes législatifs comme des textes réglementaires. En outre, la plupart des pays garantissent un accès facile aux textes et ont adopté des politiques visant à ce qu'ils soient rédigés dans un langage clair. De nombreux pays recourent à des consultations tripartites afin que les nouveaux textes tiennent compte des points de vue des organisations syndicales et patronales. En revanche, il est plutôt rare que les parties prenantes soient associées à l'évaluation des performances de la réglementation et des systèmes réglementaires.

Il convient d'associer les parties prenantes à toutes les étapes du cycle de la gouvernance réglementaire. La plupart des pays membres de l'OCDE interagissent surtout avec les parties prenantes dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des textes. Les pays recourent à différents types de consultations, à divers stades du processus d'élaboration de la réglementation ; néanmoins, ils optent en général pour une consultation publique en ligne presque au dernier stade du processus, lorsque la proposition de texte va être examinée par le gouvernement. Certaines initiatives ont été lancées pour associer les parties prenantes au processus de révision du stock de textes existants. Certains pays comme le Danemark cherchent désormais activement à recueillir l'avis des parties prenantes sur l'élaboration des programmes de réforme de la réglementation tels que les programmes de simplification administrative. Néanmoins, les parties prenantes interviennent encore rarement dans la phase finale du cycle de la gouvernance réglementaire : celle de la « prestation », c'est-à-dire de la mise en œuvre et du suivi. Le Royaume-Uni, où le *Better Regulation Delivery Office* coopère avec les parties prenantes pour améliorer la prestation de la réglementation et les inspections, ou encore le Canada, où les auteurs des textes sont tenus d'élaborer des politiques d'interprétation en coopération avec les parties prenantes, font figure d'exceptions. Les pays pourraient dialoguer plus activement avec les parties prenantes pour déterminer comment mettre en œuvre les textes avec le plus d'efficacité, limiter les contraintes administratives inutiles et mieux cibler leurs méthodes de mise en œuvre. Des contacts renforcés entre les organismes auteurs des textes et les entités visées par ces textes pourraient permettre de mieux mesurer le niveau de respect des textes et de mieux comprendre les raisons des manquements.

Les TIC sont largement utilisées pour associer les parties prenantes à l'activité réglementaire. Les pays sont désormais très nombreux à publier les projets de textes sur des sites web ministériels ou des portails spéciaux de consultation. Un

nombre croissant de pays expérimentent des outils plus innovants tels que les médias sociaux, le *crowdsourcing* ou les outils de type wiki, entre autres. À ce stade, l'expérience montre que les TIC n'ont pas permis de renforcer de manière significative l'implication dans l'action réglementaire, ni d'améliorer la qualité de cette implication. Bien que les mécanismes d'association aient évolué, la nature du processus est restée essentiellement la même qu'à la période pré-numérique. Globalement, l'impact quantitatif et qualitatif des TIC sur la participation des parties prenantes n'est pas aussi important qu'attendu (OCDE, à paraître).

Méthodologie et définitions

Les indicateurs sont basés sur les réponses à l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs réglementaires, pour tous les pays membres de l'OCDE ainsi que pour la Commission européenne. Les réponses ont été fournies par des délégués auprès du Comité de la politique de la réglementation de l'OCDE et par des responsables de l'administration centrale. Les données concernent uniquement les projets de textes législatifs et réglementaires à l'initiative du pouvoir exécutif. Les questions portant sur les textes législatifs sont sans objet pour les États-Unis, étant donné que le pouvoir exécutif américain n'est jamais à l'initiative des textes législatifs.

Les textes législatifs sont ceux qui doivent être adoptés par le parlement, tandis que les textes réglementaires peuvent être adoptés par le chef du gouvernement, un ministre ou le Conseil des ministres. L'expression « consultation précoce » fait référence à l'association des parties prenantes à un stade précoce en vue d'éclairer les responsables sur la nature du problème et d'alimenter les discussions quant aux solutions envisageables. L'expression « consultation tardive » fait référence à l'association des parties prenantes à un stade auquel la solution privilégiée a été repérée et/ou auquel un avant-projet de texte a été publié.

Pour en savoir plus

OCDE (2012), *Recommandation du Conseil concernant la politique et la gouvernance réglementaires*, OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire/recommandation-de-2012.htm.

Notes relatives aux tableaux

8.4 : La consultation publique en ligne consiste en une consultation ouverte à l'ensemble des citoyens qui invite à formuler des commentaires et qui fournit des indications claires sur les moyens permettant de fournir ces commentaires. Les citoyens doivent avoir la possibilité de livrer des commentaires en ligne et/ou de les envoyer à une adresse e-mail clairement indiquée sur le site web. On ne peut donc pas parler de consultation publique en ligne quand les pouvoirs publics se bornent à publier des projets de textes en ligne sans permettre aux citoyens de les commenter.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.


8. LA GOUVERNANCE DE LA RÉGLEMENTATION

Participation des parties prenantes

8.3. Obligations et modalités d'association des parties prenantes (2014)

	Obligation d'associer les parties prenantes		Association des parties prenantes pour éclairer les responsables sur le problème et les solutions possibles		Consultation sur les projets de textes/les règles proposées	
	Textes législatifs	Textes réglementaires	Textes législatifs	Textes réglementaires	Textes législatifs	Textes réglementaires
Allemagne	■	■	▲	▲	■	■
Australie	▲	▲	▲	▲	■	▲
Autriche	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Belgique	■	■	▲	▲	▲	▲
Canada	■	■	▲	■	■	■
Chili	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Corée	▲	▲	▲	●	■	■
Danemark	■	▲	▲	▲	■	▲
Espagne	■	■	▲	▲	■	■
Estonie	■	▲	▲	▲	■	■
États-Unis	×	■	×	▲	×	■
Finlande	■	■	▲	▲	■	■
France	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Grèce	■	●	▲	●	■	▲
Hongrie	■	■	●	●	■	■
Irlande	▲	▲	▲	●	■	●
Islande	▲	●	▲	▲	▲	▲
Israël	●	●	●	●	●	●
Italie	■	■	▲	▲	▲	▲
Japon	●	▲	●	●	●	▲
Luxembourg	■	■	▲	▲	■	■
Mexique	■	■	▲	▲	■	■
Norvège	■	■	▲	▲	■	■
Nouvelle Zélande	■	■	■	■	■	■
Pays-Bas	▲	●	●	●	▲	▲
Pologne	■	■	▲	▲	■	■
Portugal	▲	▲	●	●	■	■
République slovaque	■	■	▲	▲	■	■
République tchèque	▲	▲	▲	▲	■	■
Royaume-Uni	■	■	▲	▲	■	■
Slovénie	■	■	▲	▲	■	■
Suède	■	■	▲	▲	■	▲
Suisse	■	▲	▲	▲	■	▲
Turquie	■	■	▲	▲	▲	▲
UE	▲	▲	▲	▲	●	■
Total OCDE						
■ Pour tous les textes	21	18	1	2	23	18
▲ Pour les textes importants	4	7	5	3	2	6
▲ Pour certains textes	6	5	22	21	6	8
● Jamais	2	4	5	8	2	2
× Sans objet	1	0	1	0	1	0


Source : OCDE (à paraître), *Perspectives de la politique de la réglementation* 2015, à la lumière des résultats de l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs en matière réglementaire.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348409>

8.4. Recours aux TIC pour consulter à différents stades de l'élaboration des textes (2014)

Les administrations publiques utilisent des sites web interactifs pour consulter les parties prenantes :	Liste des pays	Nombre de pays
Consultation publique en ligne avec invitation à formuler des commentaires	AUS, BEL, CAN, CHL, CZE, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRE, ICE, IRE, ITA, JPN, KOR, MEX, NDL, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, SPN, SWE, CHE, TUR, GBR, USA, Commission Européenne	31
Volonté d'élaborer un texte	AUS, BEL, CAN, CHL, DNK, FIN, DEU, EST, KOR, MEX, NDL, NZL, NOR, POL, SVK, SVN, CHE, USA, Commission Européenne	19
Avant-projets de textes	AUS, BEL, CAN, CHL, DNK, EST, FIN, FRA, DEU, GRE, ICE, ITA, JPN, KOR, MEX, NDL, NZL, NOR, POL, SVK, SVN, CHE, GBR, USA	24
Volonté de modifier la réglementation existante	AUS, BEL, CAN, CHL, DNK, FIN, FRA, DEU, GRE, ITA, KOR, MEX, NDL, NZL, NOR, POL, PRT, SVK, SVN, CHE, GBR, USA, Commission Européenne	23
Texte parachevé	AUS, BEL, CAN, CHL, DNK, EST, FIN, GRE, JPN, KOR, MEX, NDL, NZL, SVN, USA	15

Source : OCDE (à paraître), *Perspectives de la politique de la réglementation* 2015, à la lumière des résultats de l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs en matière réglementaire.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348414>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Participation des parties prenantes », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-38-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.